

Six semaines après, la catastrophe humanitaire au Japon

mercredi 4 mai 2011, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2011).

Sommaire

- [Crise sociale et sanitaire](#)
- [Crise démocratique](#)
- [Crise nucléaire et politique](#)
- [Mobilisations et solidarité](#)

Six semaines après la triple catastrophe - séisme, tsunami et nucléaire - du 11 mars 2011, la gravité d'une crise aux multiples facettes se confirme.

Crise sociale et sanitaire

L'attention se porte tout naturellement sur le versant nucléaire de la catastrophe japonaise ; il ne faut cependant pas qu'il fasse oublier le versant social de la crise, lui aussi dramatique à la suite des dévastations provoquées par le raz-de-marée. Pour donner la mesure des dégâts, notons que 90% de la flotte de pêche dans la région côtière du Nord-Est frappée par le tsunami a été détruite, ainsi que des villages et des ports entiers ou des milliers d'entreprises ; de riches terres agricoles sont stérilisées (salinisation, radioactivité...)...

Des dizaines de milliers de réfugiés vivent toujours dans la précarité. La pauvreté menace avec parfois des risques de malnutrition ou d'infection, selon des rapports médicaux [1]. Le traumatisme psychologique sera difficile à surmonter, notamment pour les enfants et des personnes âgées qui ont tout perdu (proches, logement...) et dont les lieux de vie ont souvent été rayés de la carte.

Les milliers de travailleurs et de volontaires qui s'emploient à déblayer et nettoyer les zones frappées par le tremblement de terre et le tsunami opèrent dans des conditions sanitaires parfois dangereuses, car l'effondrement des bâtiments a libéré l'amiante, un produit hautement cancérigène, qu'ils contenaient [2].

« *Les entreprises licencient et les salariés n'ont nulle part où se tourner* » note le Yomiuri Shimbun. Un travailleur précaire remarque amèrement que « *quand de telles catastrophes se produisent, nous sommes les premiers à être remerciés* » [3].

Des logements temporaires sont construits en urgence, mais on ignore encore quelle sera la politique gouvernementale de reconstruction des zones dévastées et en faveur de qui elle sera mise en œuvre. La question mérite d'autant plus d'être posée que le patronat se met en ordre de bataille pour faire payer aux salariés la facture de la crise. L'abaissement des minima sociaux a été rapidement évoqué et le gouvernement annonce maintenant qu'il prévoit de réduire d'environ 10% les salaires dans la fonction publique nationale pour alimenter un fonds de reconstruction [4].

L'arrogance du patronat japonais se manifeste avec éclat en ce qui concerne l'indemnisation des

victimes de l'accident nucléaire. Le président de la fédération Keidanren, l'association patronale, a violemment dénoncé le Premier Ministre Naoto Kan qui demandait à la Tepco, opérateur de la centrale de Fukushima 1, d'indemniser les victimes. Il a écarté toute idée de nationalisation de l'entreprise fautive et a invoqué, pour laver le patronat de toute responsabilité, une clause juridique selon laquelle une entreprise ne pourrait être tenue responsable en cas d'événement « *inimaginable* » [5]. Le problème, c'est que l'accident de Fukushima était non seulement « imaginable », mais qu'il avait très précisément décrit par des experts et des hommes politiques d'opposition.

Crise démocratique

Pire encore, on apprend maintenant, de l'aveu du Premier Ministre, qu'en juin 2010 une défaillance électrique dans la centrale de Fukushima avait déjà provoqué une baisse du niveau d'eau d'un réacteur (le processus qui s'est produit en grand le 11 mars 2011), mais que « *Les mesures nécessaires pour éviter la récurrence du problème n'ont pas été prises* » [6]. De fait, au cours des six dernières semaines, les révélations se sont multipliées sur la façon dont les règlements de sécurité ont été contournés par les entreprises nucléaires avec la complicité active de l'administration, enterrant les rapports alarmés préparés par des experts.

Après le 11 mars, le gouvernement a véritablement mis en œuvre une « politique du mensonge », commençant par qualifier Fukushima d'« incident » puis d'accident de niveau 4 ou 5 seulement, avant de reconnaître qu'il était bien de niveau 7 (le plus élevé)... mais une fois les élections locales passées [7].

L'autocensure des grands médias est elle aussi mise en accusation, ainsi que leurs rapports aux pouvoirs établis, via notamment les « clubs » de presse où « l'information » est fournie en exclusivité à des journalistes sélectionnés... à la condition qu'ils ne posent pas de questions gênantes [8].

Crise nucléaire et politique

Le sentiment d'avoir été manipulé se répand dans la population, alimentant la crise gouvernementale et jetant un doute sur la réalité de la démocratie japonaise. Le scandale éclate en particulier quand la santé des enfants est en cause. Pour ne pas prendre d'indispensables mesures de protection tout en se couvrant légalement, le gouvernement a décidé de hausser le niveau autorisé de radiation à 20 millisieverts par an dans les écoles de Fukushima. La presse a dû se faire l'écho de la protestation émise par l'association des Médecins pour la responsabilité sociale (PSR [9], jugeant qu'il était impossible de prétendre que ce niveau d'exposition puisse ne présenter aucun danger pour des enfants [10].

Les mensonges et l'inaction du gouvernement ont amené Toshiso Kosako [11], conseiller spécial du Premier Ministre en matière de sûreté nucléaire, à présenter, en larme, sa démission - un événement exceptionnel au Japon - lors d'une conférence de presse le 29 avril, déclarant : « *le gouvernement a ignoré les lois et décidé des mesures improvisées qui ont retardé la reprise en main de la situation* » [12].

La situation dans la centrale de Fukushima 1 reste aujourd'hui loin d'être sous contrôle, quelque 90.000 tonnes d'eau hautement radioactive accumulée sur le site interdisant toujours l'engagement de travaux de sécurisation. Gouvernement et patronat veulent néanmoins éviter à tout prix un débat sur les choix énergétiques du pays. Ils promettent là-bas comme ici un peu plus de renouvelables et

une inspection des centrales existantes. Ils brandissent le spectre d'une pénurie d'électricité pour justifier la relance de réacteurs actuellement à l'arrêt ou la poursuite de nouvelles constructions.

Outre à Fukushima, la résistance à ces plans de relance se cristallise aujourd'hui sur la centrale d'Hamaoka (préfecture de Shizuoka), sur la côte pacifique. Les 5 réacteurs existants sont du même type que ceux de Fukushima et un sixième est en projet. Les deux plus anciens (1976 et 1978) doivent être définitivement fermés, mais l'opérateur veut réactiver le troisième, construit en 1987. D'autres entreprises veulent relancer la production à Hokkaido et dans la préfecture de Fukui [13].

Mobilisations et solidarité internationale

Dans le climat de deuil national, les principaux syndicats japonais ont limité leur participation aux manifestations du 1^{er} Mai. Cependant, pour la première fois probablement au Japon lors de la journée internationale du Travail, des milliers de manifestants ont défilé en exigeant la sortie du nucléaire. Ils avaient déjà été 17.500 à manifester à Tokyo le 11 avril.

Vu l'opacité de la politique gouvernementale, les mesures d'évacuation prises autour de la centrale de Fukushima suscitent incompréhension et protestation chez les villageois concernés [14].

Des syndicats et des syndicalistes initient des actions citoyennes contre Tepco, l'opérateur de la centrale de Fukushima [15]. Les résistances locales se renforcent et des coalitions se forment, où se retrouvent des mouvements issus de la radicalisation des années 1960-70 et d'autres, constitués dans les années 1990-2000. Il est très important d'affirmer notre solidarité en ce moment crucial.

Plus de 13.500 euros ont été à ce jour collectés dans le cadre de l'initiative de solidarité lancée par l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) [16], les dons provenant de 11 pays et d'un réseau régional, Focus on the Global South. De même, la Via campesina et les Amis de la terre ont lancé leurs propres appels financiers.

A l'invitation notamment d'Attac France et de Solidaires, un militant japonais, Kiichi Takahashi, participera à la mobilisation, les 21-22 mai prochain, au Havre, contre le G8-G20. Antinucléaire et syndicaliste de la région de Sendai, frappée par le tsunami, il est membre d'Attac Japon et de la fédération Dentsu-Roso (télécom) de la centrale Zenrokyo (Conseil national des syndicats, NTUC) à qui les fonds collectés via ESSF sont envoyés.

La catastrophe nucléaire de Fukushima s'est symboliquement produite 25 ans après celle de Tchernobyl. Dans de nombreux pays, les mobilisations antinucléaires ont repris. Nous sommes en France particulièrement concernés, car « notre » entreprise nationale, Areva, exporte son industrie de mort, se heurtant à la résistance de populations locales. C'est aujourd'hui en particulier le cas en Inde, sur le site de Jaitapur où une centrale géante doit être construite avec des réacteurs EPR d'Areva. La répression des manifestations a déjà fait un mort [17].

Areva est aussi très impliquée dans le nucléaire nippon. Il nous faut aujourd'hui affirmer conjointement notre solidarité envers les populations japonaises et indiennes, en luttant de front contre Areva et le lobby nucléocrate français.

Pierre Rousset

Vous pouvez envoyer des dons via Europe solidaire sans frontières (ESSF) :

Chèques

chèques en euros seulement à l'ordre d'ESSF à être envoyés à :

ESSF

2, rue Richard-Lenoir

93100 Montreuil

France

Banque :

Crédit lyonnais

Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)

10 boulevard Chanzy

93100 Montreuil

France

ESSF, compte n° 445757C

Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12

BIC / SWIFT : CRLYFRPP

Compte au nom de : ESSF

En France, ces dons donnent droit à des déductions d'impôt. Il nous faut votre adresse pour vous envoyer un reçu fiscal (en général indiquée sur les chèques).

P.-S.

* Article écrit pour TEAN La revue de mai 2011.

Notes

[1] [Japan : Malnutrition and danger of infection in Northeast](#), The Yomiuri Shimbun, 26 avril 2011. Sur ESSF : article 21218.

[2] [Japan-Sendai : Rubble cleanup bares asbestos](#), The Japan Times, 28 avril, et The Yomiuri Shimbun, 29 avril 2011. Sur ESSF : article 21281.

[3] [Japan : "employment has become another source of anxiety for people in disaster-hit areas as many who lost their jobs cannot find other work"](#), The Yomiuri Shimbun, 29 avril 2011. Sur ESSF : article 21285.

[4] [Civil servants could face 10% pay cut - Money saved to help fund quake recovery](#), The Yomiuri Shimbun, 1^{er} mai 2011. Sur ESSF : article 21319.

[5] [Fukushima : le patronat japonais souhaite que l'Etat indemnise les riverains](#), Le Monde.fr, 2 mai 2011. Sur ESSF : article 21364.

[6] Le Monde daté du 3 mai 2011.

[7] Pierre Rousset, « [Fukushima, un accident de niveau 7 - le lobby nucléaire et le déni de démocratie](#) », ESSF, (article 21131).

[8] [Japan : Tight-lipped Tepco lays bare exclusivity of press clubs](#), The Japan Times, 3 mai 2011. Sur ESSF : article 21342.

[9] PSR : Physicians for Social Responsibility, une association d'experts médicaux aux Etats-Unis.

[10] [Fukushima : Japanese government's safety standards for children condemned](#), The Japan Times, 3 mai 2011. Sur ESSF : article 21343.

[11] Toshiso Kosako, de l'université de Tokyo, est un expert reconnu de la radioprotection. Il avait été invité à ce poste par le Premier Ministre le 16 mars, pour répondre à la crise.

[12] [Japan : government nuclear adviser resigns in protest at "the state's lax response" on safety issues](#), The Japan Times & Nikkei, 1^{er} mai 2011. Sur ESSF : article 21316. Aussi : Le Monde daté du 1^{er} mai 2011.

[13] [Japan : nuclear plants seek restart inspite of local opposition](#), The Asahi Shimbun, 30 avril 2011. Sur ESSF : article 21315.

[14] [Japan, Tohoku : Villagers resent lack of choice in government's evacuation plan](#), The Yomiuri Shimbun, 2 mai 2011. Sur ESSF : article 21341.

[15] Voir « [TEPCO avait expliqué que des "accidents comme celui de Tchernobyl n'auraient jamais lieu ici parce que la technologie nucléaire japonaise était excellente" »](#) l'interview de Sona Ryoto sur ESSF (article 21208).

[16] Chèques à l'ordre d'ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

[17] Voir en ce qui concerne Jaitapur le dossier constitué sur ESSF : [Jaitapur](#)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot7263>